



OFFICE OF THE
PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER



BUREAU DU
DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2011-2012

14 novembre 2011

Points saillants

- On trouvera ci-après les points saillants du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2011-2012 qui pourraient mériter que les parlementaires s’y attardent en raison de leur importance budgétaire ou du risque financier qu’ils présentent.
- Le Budget supplémentaire des dépenses (B) propose d’ajouter des autorisations budgétaires d’environ 6,6 milliards de dollars au plan des dépenses du gouvernement du Canada, (gouvernement) qui serait ainsi porté à près de 260 milliards de dollars, soit 3 % de moins qu’à la même période l’an dernier.
- Dans les six tableaux en annexe, le directeur parlementaire du budget (DPB)
 - indique les variations les plus importantes des autorisations dont il est fait état dans le Budget supplémentaire des dépenses (B), par rapport aux autorisations totales accordées pendant l’exercice en cours (en dollars et en pourcentage).
 - met en lumière les variations les plus importantes des autorisations à ce jour, par rapport à l’exercice financier précédent (en dollars et en pourcentage).
 - présente l’évolution des autorisations par article courant (p. ex., les dépenses en personnel) au cours des trois derniers exercices.
 - propose une mise à jour sur l’application des compressions découlant de l’examen stratégique, annoncées dans le budget de 2011 déposé en mars dernier.
- La base de données de suivi intégré a été mise à jour grâce aux données du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2011-2012 : www.pbo-dpb.gc.ca.

Document préparé par Jason Jacques*

* Pour de plus amples renseignements, prière de communiquer avec Jason Jacques (courriel : jason.jacques@parl.gc.ca).

1. Contexte

La loi confie au DPB le mandat de produire des travaux de recherche et d'analyse sur les prévisions budgétaires du gouvernement¹. À cet égard, le DPB étudie le budget des dépenses et signale les mesures budgétaires envisagées qui méritent d'être examinées de près, notamment :

- les modifications des crédits qui ont d'importantes répercussions sur le déficit ou l'excédent budgétaire;
- les augmentations de crédit substantielles en comparaison du statu quo.

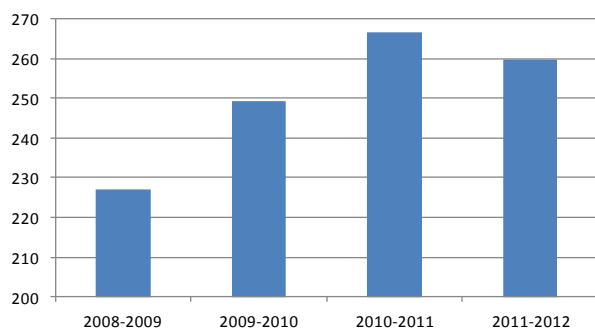
2. Budget supplémentaire des dépenses (B)

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) propose d'ajouter des autorisations budgétaires d'environ 6,6 milliards de dollars au plan des dépenses du gouvernement, qui serait ainsi porté à près de 260 milliards de dollars (figure 2-1), ce qui est de 3 % inférieur aux chiffres de la même période l'an dernier, mais demeure tout de même supérieur de 15 % au niveau antérieur au Plan d'action économique (PAE, programme de stimulation).

Figure 2-1

Autorisations budgétaires totales

(en milliards de \$)



Sources : *Budgets principaux et supplémentaires des dépenses de 2008-2009 à 2011-2012.*

¹ <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-1/page-45.html>, consulté en novembre 2011.

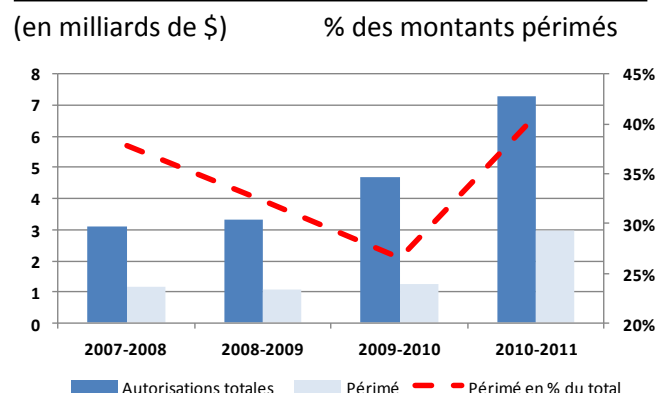
L'annexe présente deux tableaux qui résument les données principales du Budget supplémentaire des dépenses (B).

Le tableau 1 présente les principales variations des autorisations en dollars. La plupart des postes concernent des obligations législatives préexistantes (p. ex., protection sur les transferts totaux) ou le report ordinaire de fonds non dépensés de l'exercice précédent (p. ex., Contributions aux infrastructures, crédit 55, figure 2-2).

Le tableau 2 présente les principales variations des autorisations en pourcentage. Bien qu'aucune tendance commune ne se dégage de ces postes, plusieurs sont expliqués dans le document du Budget supplémentaire des dépenses.

Figure 2-2

Contributions aux infrastructures : autorisations et montants périmés



Sources : *Budget principaux et supplémentaires des dépenses, de 2009-2010 à 2011-2012.*

Comptes publics du Canada, de 2007-2008 à 2010-2011.

3. Depuis le début de l'exercice

Dans l'ensemble, un grand nombre des rajustements proposés dans les autorisations de dépense contenues dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) concordent avec le plan des dépenses de l'exercice précédent. Ils représentent donc des rajustements ordinaires aux autorisations qui se font au cours de l'exercice. Beaucoup de

différences importantes dans les dépenses prévues ont été soulignées dans la note précédente du DPB sur les Budget principal et Budget supplémentaire (A) des dépenses².

(i) Variations les plus importantes en valeur

Le tableau 3 présente les 10 postes qui accusent la plus importante variation dans les autorisations proposées par rapport aux autorisations totales prévues en 2010-2011³.

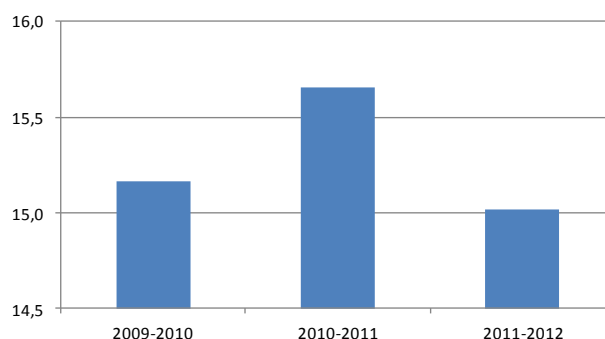
Huit mois après le début de l'exercice financier en cours, il semble que les variations les plus marquées dans les autorisations découlent de la disparition prévue du Plan d'action économique ainsi que des augmentations prévues par la loi dans les principaux programmes de transfert (p. ex., le Transfert canadien en matière de santé).

Les autorisations prévues pour la Défense nationale sont la seule exception à la tendance globale. Les autorisations pour les immobilisations et le fonctionnement sont d'environ 700 et 600 millions de dollars plus faibles, respectivement, par rapport à l'exercice précédent (figure 3-1).

Figure 3-1

Crédit de fonctionnement de la Défense nationale

(en milliards de \$)



Source : Budgets principaux et supplémentaires des dépenses de 2009-2010 à 2011-2012.

(ii) Variations les plus importantes en pourcentage

Le tableau 4 énumère les 10 variations les plus importantes dans les postes, mesurées en pourcentage par rapport aux autorisations totales accordées en 2010-2011⁴.

L'augmentation en pourcentage la plus importante dans l'ensemble des autorisations demeure celle de la réserve du Secrétariat du Conseil du Trésor pour les prestations aux employés. Vient ensuite l'augmentation des autorisations au titre des immobilisations pour le Service correctionnel du Canada (70 %, figure 3-2).

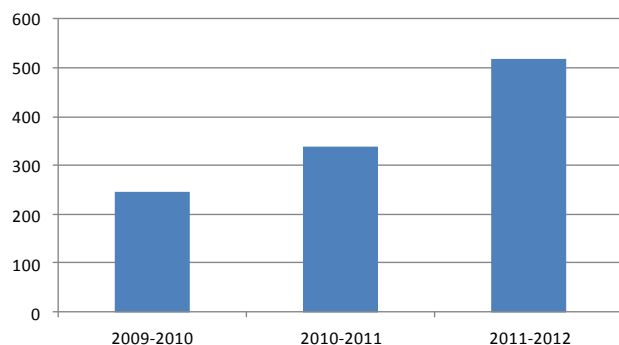
² http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/ME_SuppsA_FR.pdf, consulté en novembre 2011.

³ La variation en valeur est le niveau proposé des dépenses annuelles dans les Budgets principal et supplémentaire des dépenses de 2011-2012, moins les autorisations de dépenses accordées pendant l'exercice précédent (2010-2011, Budgets principal et supplémentaires des dépenses).

⁴ Le taux de croissance est le niveau proposé des dépenses annuelles selon les Budgets principal et supplémentaires des dépenses de 2011-2012 divisé par les autorisations totales de dépenses accordées au cours de l'exercice financier précédent.

Figure 3-2**Budget des immobilisations du Service correctionnel**

(en millions de \$)



Source : *Budgets principaux et supplémentaires des dépenses de 2009-2010 à 2011-2012.*

La seule nouvelle diminution d'importance concerne le Fonds pour l'infrastructure verte (- 59 %). Cette initiative a été lancée dans le budget de 2009 et dotée d'un budget total de 1 milliard de dollars sur cinq ans⁵.

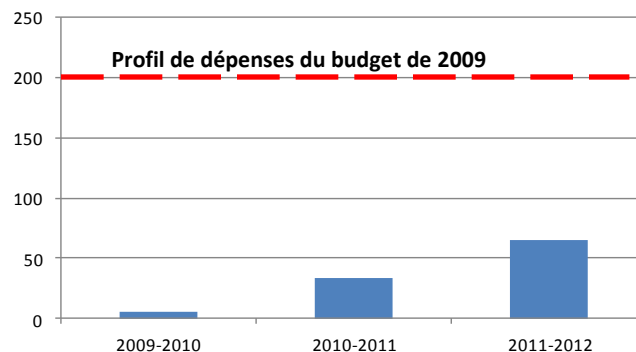
Selon les Comptes publics du Canada, le Fonds a dépensé environ 5 millions de dollars en 2009-2010 et 34 millions de dollars en 2010-2011. Si on tient compte des autorisations mises à jour de 65 millions de dollars en 2011-2012, cela laisse au programme près de 90 % de son budget à dépenser pendant les deux derniers exercices financiers (figure 3-3)⁶.

⁵ <http://www.budget.gc.ca/2009/pdf/budget-planbudgetaire-fra.pdf>, consulté en novembre 2011.

⁶ Le Rapport sur les plans et les priorités d'Infrastructure Canada a été déposé en juin 2011. Il indique que les dépenses prévues du Fonds pour l'infrastructure verte dépasseront les 430 millions de dollars en 2011-2012. <http://www.tbs-sct.gc.ca/rpp/2011-2012/inst/inf/inf-fra.pdf> consulté en novembre 2011.

Figure 3-3**Fonds pour l'infrastructure verte : dépenses réelles et prévues**

(en millions de \$)



Sources : *Budgets principaux et supplémentaires des dépenses de 2009-2010 à 2011-2012.*

Comptes publics du Canada de 2009-2010 et 2010-2011.
Plan budgétaire de 2009

(iii) Dépenses en personnel et en capital⁷

Le tableau 5 présente les dépenses par article courant qui figurent dans les Budgets principal et supplémentaires des dépenses de 2011-2012, comparées aux autorisations totales accordées en 2010-2011.

Les rajustements proposés dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) pourraient ajouter aux dépenses en personnel 300 millions de dollars, ce qui donnerait une augmentation globale de 2 milliards de dollars par rapport aux niveaux de 2010-2011, soit 5,6 % (figure 3-4).

Les rajustements proposés dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) augmenteraient les dépenses en capital d'environ 90 millions de dollars. Cela compense marginalement la diminution prévue de 9 % des dépenses. La diminution, d'un exercice sur l'autre, s'explique

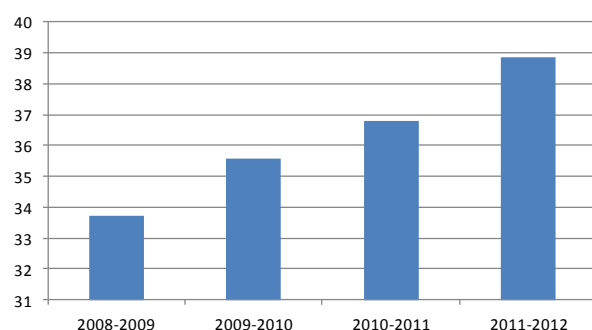
⁷ Bien que le Budget supplémentaire des dépenses donne la liste de toutes les variations brutes des articles courants, les déductions aux autorisations ne sont pas classées par catégories. Les estimations des dépenses pourraient donc être plus faibles selon la répartition de ces déductions, qui représentent moins de 8 % du total des autorisations de dépenses demandées dans le Budget supplémentaire des dépenses (B).

principalement par la diminution des autorisations d'immobilisations pour la Défense nationale (figure 3-5).

Figure 3-4

Dépenses en personnel

(en milliards de dollars)

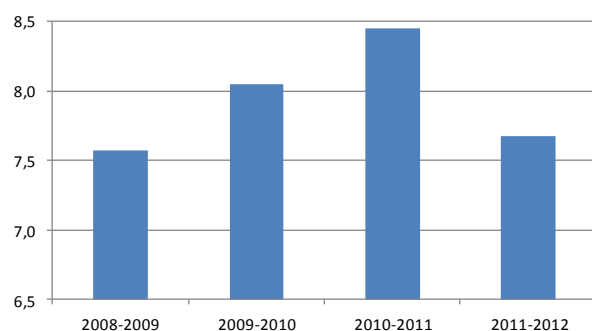


Source : *Budgets principaux et supplémentaires des dépenses de 2008-2009 à 2011-2012.*

Figure 3-5

Dépenses au titre des terrains, des machines et du matériel

(en milliards de dollars)



Source: *Budgets principaux et supplémentaires des dépenses de 2008-2009 à 2011-2012.*

Nota : Les dépenses en capital représentent la somme de deux articles courants : *Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages* et *Acquisition de machines et de matériel*. Les données pour 2011-2012 contiennent les nouveaux crédits pour le report de dépenses en capital.

4. Mise en œuvre de l'examen stratégique

Le budget de 2011 a été déposé en mars dernier. Le gouvernement y annonçait des coupures budgétaires d'environ 195 millions de dollars pendant l'exercice en cours, réparties entre 10 organisations⁸.

La première manifestation de ces coupures se trouve dans le Budget supplémentaire des dépenses (B). Le tableau 6 résume la situation : des coupures de plus de 160 millions de dollars sont indiquées (83 % des économies recherchées).

Certaines organisations touchées ont donné des détails sur l'impact des coupures (p. ex., élimination d'équivalents temps plein, limitation des activités) au moyen d'autres modes de communication, comme les états financiers trimestriels.

5. Conclusion

Les parlementaires souhaiteront peut-être demander des renseignements plus détaillés sur les postes du plan des dépenses du gouvernement qui subissent les plus grandes variations en valeur ou en pourcentage.

Étant donné que plus de la moitié de l'exercice financier est derrière nous, les parlementaires voudront peut-être demander plus de détails aux organisations qui sont en train d'appliquer les coupures découlant de l'examen stratégique, et plus particulièrement à celles qui n'ont pas encore donné de détails.

⁸ L'examen stratégique a visé 12 organisations, mais seulement 10 ont commencé à subir des coupures pendant l'exercice en cours.

ANNEXE

Tableau 1. Principales variations des autorisations en dollars : Budget supplémentaire des dépenses (B) par rapport au cumul de l'année ¹

Organisation		Autorisations	Milliers de \$
			Δ
Bureau de l'infrastructure du Canada	55	Contributions	981,122
Finances	5²	Protection sur les transferts totaux	952,107
Finances	5	Paie ment de transition à Terre-Neuve-et-Labrador	536,121
Ressources naturelles	10	Subventions et contributions	448,865
Finances	5	Intérêt sur la dette publique	-410,000
Agriculture et Agroalimentaire	5	Programme d'aide aux agriculteurs en cas de catastrophe	300,042
Affaires indiennes et Nord canadien	1	Dépenses de fonctionnement	288,585
Santé Canada	1	Dépenses de fonctionnement	285,661
Ressources naturelles	5	Désaisissement d'EACL	284,856
Ressources naturelles	15	Paie ments à EACL pour dépenses fonct. et capital	275,512

1. Toutes les autorisations du Budget suppl. des dép. (B) 2011-2012 avec autorisations totales de plus de 10 millions \$, sauf postes non budgétaires.

2. S = autorisations législatives, soit un crédit dont les dépenses sont déjà autorisées par le Parlement aux termes d'une loi distincte.

Tableau 2. Principales variations des autorisations en % : Budget supplémentaire des dépenses par rapport au cumul de l'année¹

Organisation	Autorisations	Δ % ²	Rajustement milliers \$
Bureau de l'infrastructure du Canada	S³ Programme de financement de base provincial-territorial	151%	94 856
Ressources humaines et Développement des compétences	S Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité	116%	43 800
Ressources naturelles Canada	15 Paiements à EACL pour dépenses fonct. et capital	112%	275 512
Agence du revenu du Canada	5 Dépenses en capital	-56%	-114 060
Industrie	S Contributions à Génome Canada	42%	9 400
Ressources naturelles	10 Subventions et contributions	35%	448 865
Industrie	S Subvention à Génome Canada	-34%	-12 900
Affaires indiennes et du Nord canadien	1 Dépenses de fonctionnement	27%	288 585
Agence de promotion économique du Canada atlantique	15 Société d'expansion du Cap-Breton	23%	15 097
Travaux publics et Serv. gouvernementaux	5 Dépenses en capital	22%	89 168

1. Tous les autorisations du Budget suppl. des dép. (B) 2011-2012 avec autorisations totales de plus de 10 millions \$, sauf postes non budgétaires.

2. Le taux de croissance est la modification proposée des autorisations du Budget supplémentaire des dépenses (B) divisée par les autorisations de dépenses totales accordées pendant l'exercice en cours.

3. S = Autorisations législatives, soit un crédit dont les dépenses sont déjà autorisées par le Parlement aux termes d'une loi distincte.

Tableau 3. Principales variations des crédits en dollars : autorisations totales en 2011-2012 par rapport à 2010-2011¹

Organisation	Autorisations	milliers \$	Explication Rapport trimestriel/Budget des dépenses
		Δ	
Finances	Transfert de transition pour la TVH	-1 889 000	<i>Aucune</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada	Contributions	-1 605 608	<i>Disparition du Plan d'action économique</i>
Finances	Transfert canadien en matière de santé	1 509 865	<i>Augmentation prévue par voie législative</i>
Finances	Intérêt sur la dette publique	1 409 000	<i>Changement de la composition de la dette; taux d'intérêt</i>
Conseil du Trésor	Rémunération	1 126 407	<i>Rajustement de conventions collectives</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	Prestations de la sécurité vieillesse	1 114 215	<i>Hausse du nombre de prestataires et du montant des prestations</i>
Société canadienne d'hypothèques et de logement	Lois habitation/SCHL	-831 918	<i>Disparition du Plan d'action économique</i>
Défense nationale	Dépenses en capital	-700 696	<i>Rajust. profil dépenses - Infrastr. et grands projets d'immobilisations</i>
Industrie	Subventions et contributions	-669 458	<i>Disparition du Plan d'action économique</i>
Défense nationale	Dépenses de fonctionnement	-639 065	<i>Endiguement des coûts pour réduire le taux de croissance dépenses de fonctionnement annoncé dans le budget de 2010</i>

1. Toutes les autorisations du Budget principal des dépenses de 2011-2012 avec autorisations totales de plus de 100 millions de \$ en 2010-2011 ou 2011-2012; sauf les postes non budgétaires.

Tableau 4. Principales variations des crédits en % : autorisations totales en 2011-2012 par rapport à 2010-2011¹

Organisation	Autorisations	Δ % ²	Explication Rapport trimestriel/Budget des dépenses
Conseil du Trésor	Rémunération	188%	<i>Rajustement de conventions collectives</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada	Fonds de stimulation de l'infrastructure	-94%	<i>Disparition du Plan d'action économique</i>
Service correctionnel du Canada	Dépenses en capital	70%	<i>Application de loi nouvellement édictée; hausse prévue de la population carcérale.</i>
Diversification de l'économie de l'Ouest	Subventions et contributions	-62%	<i>Disparition du Plan d'action économique</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada	Fonds pour l'infrastructure verte	-59%	<i>Aucune</i>
Transports	Dépenses en capital	-56%	<i>Diminution des dépenses prévues - Grand projet de l'État de franchissement de la rivière Détroit</i>
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Subventions et contributions	-52%	<i>Disparition du Plan d'action économique</i>
Sécurité publique et Protection civile	Subventions et contributions	-52%	<i>Financement ponctuel pour les réunions du G8/G20 de l'année précédente</i>
Finances	Paielements de transition pour la TVH	-50%	<i>Aucune</i>
Bureau de l'infrastructure du Canada	Programme de financement de base provincial-territorial	-50%	<i>Aucune</i>

1. Toutes les autorisations du Budget principal des dépenses de 2011-2012 avec autorisations totales de plus de 100 millions de \$ en 2010-2011 ou 2011-2012; sauf les postes non budgétaires.

2. Le taux de croissance est le niveau proposé des dépenses annuelles dans les Budgets principal et supplémentaires des dépenses de 2011-2012 divisé par les autorisations de dépenses accordées pendant l'exercice précédent.

**Tableau 5. Comparaison des articles courants :
Autorisations totales (en milliers \$) (de 2009-2010 à 2011-2012) ¹**

Article courant	<u>2009-2010</u>	<u>2010-2011</u>	<u>2011-2012</u>
Personnel	35,589,778	36,801,189	38,851,958
Transports et communications	3,584,874	3,514,314	3,459,809
Information	475,166	415,537	371,540
Services professionnels et spéciaux	9,721,237	10,406,553	10,726,128
Locations	2,769,230	2,730,785	2,651,597
Achat de services de réparation et d'entretien	3,918,384	4,038,740	3,771,095
Services publics, fournitures et approvisionnements	4,045,190	3,902,555	3,371,589
Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	1,607,560	2,149,811	1,419,496
Acquisition de machines et de matériel	6,439,950	6,302,066	5,947,365
Paielements de transfert	128,509,946	142,487,111	137,372,924
Service de la dette publique	30,659,000	28,432,000	29,841,087
Autres subventions et paiements	13,923,069	14,933,715	11,586,956

1. Les chiffres de 2009-2010 et de 2010-2011 reflètent **toutes** les autorisations adoptées pour l'année (Budgets principal et supplémentaires). Le chiffres de 2011-2012 tiennent compte des Budgets principal et supplémentaire (A) des dépenses et des rajustements proposés dans le Budget supplémentaire (B).

Tableau 6. Application de l'examen stratégique 2010 dans le Budget des dépenses (B) du gouvernement¹

Organisation	Indiqué	Cible ²	Solde	%	Description des économies ³
	(millions \$)				
Agence de promotion économique du Canada atlantique	5,4	5,9	0,5	8%	Élimination de 42 postes; amélioration du fonctionnement interne ⁴
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	6,8	6,8	0,0	0%	Aucune
Pêches et Océans	8,8	9,1	0,3	3%	Aucune
Ressources humaines et Développement des compétences	60,0	80,5	20,5	25%	Aucune
Industrie	5,9	6,1	0,2	3%	Aucune
Bureau de l'infrastructure du Canada	48,4	51,8	3,4	7%	Aucune
Marine Atlantique	0,0	0,0	0,0	N.A.	Les réductions ne doivent pas commencer avant 2012-2013.
Bureau du Conseil privé	1,1	2,0	0,9	44%	Aucune
Bureau du directeur des poursuites pénales	0,0	0,0	0,0	N.A.	Les réductions ne doivent pas commencer avant 2012-2013.
Travaux publics et Services gouvernementaux	16,6	24,1	7,5	31%	Élimination de 687 positions; concurrence réduite avec le secteur privé.
Secrétariat du Conseil du Trésor	4,4	4,9	0,5	11%	Élimination de 84 postes; transfert de responsabilités au BCP.
Diversification de l'économie de l'Ouest	3,2	3,2	0,0	0%	Aucune
TOTAL⁵	160,7	194,4	33,7	17%	

1. Suivi des économies de l'examen stratégique en 2010 dans les documents du budget 2011-2012.

2. Réductions budgétaires de 2011-2012, annoncées dans budget 2011 (mars 2011).

3. Identification des réductions d'équivalents temps plein et des éliminations de programme indiquées dans les prévisions de dépenses ou les rapports trimestriels.

4. L'APECA a annoncé par communiqué les détails des économies découlant de l'examen stratégique.

5. Le ministère de la Défense nationale a également utilisé l'examen stratégique de 2010 pour trouver les économies exigées par le budget de 2010.